

**COMMUNE DE TRELOU SUR MARNE**

**PROGRAMME GENERAL DE TRAVAUX D'EQUIPEMENT RURAL**

**ARRETE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL**

PIECE n° 4

**REPARTITION DES CHARGES**

**4.1. - Mémoire explicatif**



## **COMMUNE DE TRELOU SUR MARNE**

### **Périmètre d'intervention "le Saule Prêtre"**

#### **4.1 - MEMOIRE EXPLICATIF**

**Ce mémoire indique la manière selon laquelle les équipements sont financés ainsi que la répartition entre les différentes personnes physiques ou morales cotisantes.**

**\*\*\*\*\***

## **A/ PROPORTION DES DEPENSES RESTANT A LA CHARGE DU MAITRE DE L'OUVRAGE PAR CATEGORIE DE TRAVAUX :**

### **A.1 - DETERMINATION DES CATEGORIES DE TRAVAUX :**

Les travaux sont répertoriés suivant six catégories :

#### **1 - Travaux d'Hydraulique aval :**

Ils correspondent à la construction, la grosse réparation ou l'amélioration des ouvrages situés à l'aval de la zone d'A.O.C.

#### **2 - Travaux d'Hydraulique amont :**

Ils correspondent à la construction, la grosse réparation ou l'amélioration des ouvrages situés en amont de la zone d'A.O.C.

#### **3 - Travaux d'Hydraulique en zone A.O.C. :**

Ils correspondent à des travaux de revêtement de rigoles d'érosion avérées ou de création de banquettes ou chevets faisant barrière à l'écoulement des eaux de ruissellement et à des ouvrages de stockage de ces mêmes eaux dans la zone d'appellation.

#### **4 - Voirie à vocation hydraulique :**

Ils correspondent à la construction, la grosse réparation ou l'amélioration de chaussées en béton hydraulique ayant un profil en travers, en auge (V) ou à contrepente.

Elles sont destinées à collecter les eaux de ruissellement et à les acheminer vers les exutoires prévus à cet effet.

#### **5 - Voirie traditionnelle non revêtue :**

Sans traitement particulier l'étanchéifiant complètement, cette voirie a reçu par terrassement, un profil en travers creux, en opposition à un profil bombé. Elle collecte de la même manière les eaux.

#### **6 - Voirie traditionnelle revêtue ou durcie :**

Cette voirie a reçu un durcissement par empierrement ou techniques similaires ; voire un revêtement d'usure en béton bitumineux.

### **A.2 - PHASAGE DES TRAVAUX :**

#### **A.2.1 - Chronologie de réalisation des ouvrages nouveaux :**

La commune entend voir se réaliser les investissements en deux phases successives. La première phase est prévue à court et moyen terme, soit 60 mois à compter de la prise de l'arrêté préfectoral déclarant les travaux d'intérêt général.

La deuxième phase est prévue de commencer à la fin de la première phase.

#### **A.2.2 - Principe général du phasage du programme :**

La première phase est composée des ouvrages d'aval nécessaires pour la protection des routes et des agglomérations.

La deuxième phase est composée d'ouvrages dans la zone d'AOC, nécessairement réalisés après ceux de la phase I.

#### **A.2.3 - Principe général de découpage en tranches :**

Chacune des tranches découpées dans chacune des phases, regroupe un ensemble d'ouvrages ayant leur utilité pleine et entière.

1) pour les travaux d'Hydraulique :

- en premier, les travaux d'hydraulique à l'aval de la zone AOC ;
- en deuxième, les travaux d'hydraulique en remontant vers l'amont.

2) pour les travaux de voirie à vocation hydraulique, le même raisonnement est suivi.

#### **A.2.4 - Prise de décision concernant le lancement des tranches :**

Le groupe de travail composé de viticulteurs proposera au conseil municipal des tranches à réaliser. Cette programmation sera annuelle. Suivant les besoins, le délai minimal d'achèvement est de 8 années. Le nombre prévisionnel de tranches fonctionnelles est donc de 16, une de voirie, construction de chaussées à vocation hydraulique et une de petite hydraulique.

A3 - **FINANCEMENTS ACQUIS** : néant.

Sur les bases actuelles de subventionnement, la subvention maximale attribuable est de 40 %.

Il restera donc à la commune, une charge minimale de 60 % des dépenses d'investissement, dans les conditions actuelles de financement.

### **B/ PROPORTION DANS LAQUELLE LA COMMUNE DEMANDE A ETRE AUTORISEE A FAIRE PARTICIPER CHAQUE CATEGORIE D'INTERESSES AUX CHARGES DE PREMIER ETABLISSEMENT ET AUX FRAIS D'EXPLOITATION ET D'ENTRETIEN :**

#### **B1/ DEFINITION DES INTERESSES AUX DEPENSES :**

Sont définis comme intéressés aux dépenses, au sens de l'article 2 du décret n° 72.835 du 7 août 1972 portant application de l'article 176 du Code Rural et relatif à la procédure d'enquête publique devant précéder l'exécution des travaux prévus à l'article 175 du Code Rural, les personnes qui devront cotiser pour les charges financières d'investissement et de fonctionnement des ouvrages créés.

Ces personnes physiques ou morales sont retenues comme les propriétaires des parcelles incluses dans le plan périmétral, fixé par le Conseil Municipal.

En effet, s'agissant de question d'écoulement des eaux, les articles 640 et 641 du Code Civil traitant des servitudes qui dérivent de la situation des lieux, impliquent le propriétaire du fonds, bâti ou non quelque soit le mode de faire-valoir agricole ou de l'utilisation à des fins non-agricoles.

A cette responsabilité fondamentale, le locataire ne peut être subrogé au propriétaire.

#### **B2/ DEFINITION DE CATEGORIES D'INTERESSES :**

Les investissements sont prévus à titre collectif. Aucune amélioration foncière n'est entreprise pour le bénéfice de particuliers ou de tiers, par mandat.

Il est impossible de dissocier l'intérêt et la responsabilité de chacun des propriétaires. L'écoulement des eaux se fait des parties supérieures vers les parties inférieures.

- l'intérêt de chacun est de subir des dégâts moindres en cas de ruissellement exagéré. Celui-ci provient du fonds immédiatement supérieur, qui est responsable de l'aggravation de la servitude qu'il fait subir au fonds inférieur.

De plus, l'aménagement collectif est réalisé en considérant que l'ensemble de la zone viticole est planté et qu'elle concourt en totalité aux phénomènes et accidents qui ont rendu cet aménagement nécessaire. En conclusion, une seule catégorie d'intéressés est créée.

### **B3/ PARTICIPATION DE LA COMMUNE AU TITRE DE L'INTERET GENERAL :**

#### **B.3.1. - Participation aux dépenses de premier Investissement :**

La commune participe au programme au titre de l'intérêt général, à 5 % des dépenses d'investissement initial, une fois toutes les subventions déduites.

#### **B.3.2. - Participation aux dépenses de fonctionnement :**

La commune ne participe pas aux frais de fonctionnement.

### **B4/ PARTICIPATION DES INTERESSES :**

#### **B.4.1. - Participation aux dépenses de premier investissement :**

Les intéressés cotiseront en versant une participation calculée comme 95 % des dépenses d'investissement, une fois toutes les subventions d'équipement déduites.

#### **B.4.2. - Participation aux frais de fonctionnement :**

Les intéressés prendront à leur charge, 100 % des frais de fonctionnement.

### **C/ CRITERES RETENUS POUR CALCULER LA PARTICIPATION DES INTERESSES :**

#### **C.1 - Détermination de ces critères :**

Au terme de l'exposé qui précède, un seul critère est retenu :

- la superficie des propriétés incluses dans le périmètre.

#### **C.2 - Indication sur le périmètre retenu :**

La contenance cadastrale du périmètre retenu est de 153 ha 83 a 89 ca ventilés entre 426 propriétaires et 5014 parcelles.

### **D/ ELEMENTS DE CALCULS UTILISES POUR L'ESTIMATION DES PARTICIPATIONS :**

#### **D.1 - Investissement :**

Les dépenses sont réparties à raison de la superficie ; elles comportent :

- les investissements neufs inclus dans le programme arrêté par le Conseil Municipal ;
- les grosses réparations à ces ouvrages ;
- les frais connexes à la réalisation de ces ouvrages (Ingénierie, acquisition de terrain, frais d'enquête)
- les remboursements de prêts en capital.

## D.2 - Fonctionnement :

Ces dépenses sont réparties à raison de la superficie. Elles comportent :

- les frais généraux d'administration ;
- les frais d'entretien des ouvrages hydrauliques ;
- les frais d'entretien de la voirie rurale non revêtue incluse dans le périmètre.

## D.3 - Mode de calcul des participations :

### D.3.1. Emprunts à réaliser :

En général à capital emprunté égal, plus la durée du remboursement est longue, plus l'annuité est faible.

Le Conseil Municipal peut aussi décider de moduler la durée des emprunts à la baisse, ce qui augmentera la cotisation annuelle, auquel cas, il conviendrait de réaliser un emprunt à moyen terme et de repousser la troisième phase de manière à ce que le pic ne soit pas le plus élevé possible.

On suppose que la commune pourra réaliser des emprunts à 10 % sur 15 ans, pour chacune des tranches du programme, ce qui correspond aux durées les plus longues actuellement consenties par les organismes prêteurs.

### D.3.2. - Calcul du coût de fonctionnement :

Le fonctionnement a un coût. Il est aléatoire et dépend des accidents climatiques. Toutefois, un entretien préventif doit être réalisé. Une dépense minimale annuelle doit donc être prévue pour créer une réserve permettant de faire face aux accidents.

Une provision égale à un pour cent (1 %) des investissements réalisés semble suffisante pour gérer efficacement la trésorerie.

### D.3.3. - Coût de la gestion :

La confection des rôles, les frais de secrétariat sont estimés à 10 % des sommes collectées.

### D.3.4 - Cotisation répartie entre les propriétaires :

Ce modèle indique comment sera répartie la cotisation entre les propriétaires chaque année.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	
1.1. Cumul des annuités de remboursement	
1.2. Appel en capital	
1.3. Dotation communale au titre de l'intérêt général	5 %
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT :	
2.1. Provision d'entretien	1 % de la valeur neuve des ouvrages
2.2. Frais généraux	10 % des sommes
3 TOTAL :	

### D.3.2 Estimation de la cotisation annuelle :

#### D.3.2.1 - en fin de première phase : (5 ans)

Le groupe de travail constitué de viticulteurs et de membres de la municipalité aura pour mission de piloter les investissements et de les proposer au Conseil Municipal.

. le coût de la première phase est de :	4 500 000 F
. les subventions attribuables (40 %)	1 800 000 F
. le complément (60 %)	2 700 000 F

Si ce complément est un emprunt à 15 ans à 10 %, l'annuité induite est de 364 500 F.

La cotisation sera donc de :

. annuité :	364 500 F
. entretien	30 000 F
. gestion	6 000 F
	-----
	400 500 F

La dotation de la commune est de 5 % sur l'annuité	18 225 F
	-----
	382 275 F.

La cotisation est de 2 498 F/ha arrondi à 2 500 F/ha.

#### D.3.2.2 En fin de deuxième phase :

. coût de la deuxième phase :	3 100 000 F
. subvention attribuable (40 %)	1 240 000 F
. complément (60 %)	1 860 000 F

Si le complément est un emprunt en 15 ans à 10 %, l'annuite induite est de 251 100 F.

Le supplément de cotisation sera de :

- annuité :.....	251 100 F
- provision pour entretien.....	30 000 F
- gestion.....	3 000 F
	-----
	284 100 F

Une fois déduite la dotation communale de 5 %	12 555 F
	-----
	271 545 F

Le supplément de cotisation sera de 1 774 F/ha, arrondi à 1 800 Frs/ha.

A l'issue de la phase 2, la cotisation serait dans le cas exposé de 4 300 Frs/ha.

### **D.3.3 - Conduite des investissements :**

La conduite des investissements à réaliser suppose de disposer de souplesse en face des différents événements qui peuvent se produire.

#### **1) modification du régime d'aide par les différents partenaires :**

Le dossier est rédigé sur la base de financements non acquis au jour de la rédaction. Les taux peuvent être modifiés.

#### **2) Modification du taux des emprunts :**

Le calcul de la cotisation est fait sur la base d'emprunts à 10 % sur 15 ans et conduit à une valeur de 4.000 Frs/ha. Le même calcul conduit sur 5 % en 15 ans, induit à une valeur de 3 061 Frs/ha. Une augmentation du taux au delà de 10 % fait évoluer très défavorablement le taux de la cotisation.

#### **3) Désendettement :**

Si les circonstances le permettent, un désendettement pourra être fait, en augmentant la cotisation et en remboursant le capital.

Fait à TRELOU, le  
le Maire,